

Aujourd'hui jeudi 27 octobre 2005

Rapport de Transparency international - Les organes de lutte anti-corruption reconnaissent leurs lacunes

René Ramarozatovo reconnaît le rapport de Transparency International.

Le rapport de Transparency international (TI) constitue un bilan accablant à l'endroit des actions menées par le Bureau indépendant anti-corruption (Bianco) et le Conseil supérieur de lutte contre la corruption (CSLCC). Dès la sortie des chiffres officiels mardi, les critiques fusent de partout sur l'efficacité de leurs actions sur le terrain. Des informations commencent à circuler concernant une possible contestation de ce rapport.

Leurs principaux responsables ont dû convoquer expressément la presse hier matin pour donner des explications. Contre toute attente, ils ne remettent nullement en cause le verdict de TI. En un mot, leur position est claire: le Bianco et le CSLCC assument pleinement leurs responsabilités face à ce résultat négatif et reconnaissent la nécessité d'une révision de la stratégie nationale.

"Nous en avons pris note. Nous sommes tout à fait conscients que des réajustements sont nécessaires dans notre stratégie", souligne René Ramarozatovo, Directeur général de Bianco.

En fait, les gros bonnets de la lutte anti-corruption choisissent de reconnaître en quelque sorte leur faute pour couper court à toute critique et polémique. Leur stratégie consiste plutôt à essayer de positiver les lacunes mises en évidence dans le rapport de TI et d'orienter dans ce sens les réajustements futurs.

"Comme les enquêtes de TI se basent sur des hommes d'affaires, nous en tirons la conclusion qu'il y a nécessité d'aller vers le secteur privé", souligne Bakolalao Ramanandraibe, présidente du CSLCC.

Cela dit, René Ramarozatovo donne quelques "excuses" concernant l'absence d'impacts dans la lutte contre la corruption. "Il faut dire que notre principal objectif est de couvrir d'abord le terrain et de réduire la notion d'impunité", affirme-t-il. A croire le numéro un de Bianco, la vraie lutte contre la corruption n'a pas encore véritablement commencé à ce jour.

Justement, plusieurs questions restent en suspens malgré la mise au point d'hier matin. La réelle latitude de ces deux organismes pour s'attaquer aux "gros poissons", par exemple, semble ne pas être précise tout comme le suivi des quelques 4000 doléances "sérieux" reçus par le Bianco. Certains journalistes ont posé des questions sur la véritable transparence dans les aboutissements de ces investigations. Le Bianco affirme avoir envoyé 148 personnes au parquet. Mais les responsables se gardent de publier le nombre exact de ceux qui sont envoyés en prison, "les vrais coupables en quelque sorte". "Une telle information constitue une démonstration et fait avancer les actions", remarque un de nos confrères.

Selon les informations diffusées hier par le CSLCC, les chiffres de TI se basent sur les études effectuées par trois cabinets spécialisés dans les enquêtes économiques : celles du World Economic Forum en date de 2003 et faites sur des hommes d'affaires de haut niveau, du World Market Research Center en 2005 et du Merchant International Group, toutes les deux faites sur des équipes d'experts. Pendant la rencontre d'hier, les responsables ont évité de donner un prétexte concernant cette contre-performance. Aux dernières nouvelles, en tout cas selon les responsables des deux organismes, le président Marc Ravalomanana leur a encore une fois renouvelé son soutien malgré cette contre-performance.

Mahefa Rakotomalala

<http://www.lexpressmada.com/article.php?id=37104&r=4&d=2005-10-22>